Bureau du 15 septembre 2003

Décision n° B-2003-1596

commune (s) : Lyon 3°

objet : **Cession gratuite, au conseil général du Rhône, d'un terrain communautaire situé 136, avenue Félix Faure, à l'angle des rues Jeanne Hachette et Jean Renoir - Abrogation de la décision n° B-2002-0817 en date du 23 septembre 2002**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction du foncier et de l'immobilier - Service de l'action foncière et immobilière - Subdivision sud

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 4 septembre 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2003-1087 en date du 3 mars 2003, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Par décision en date du 23 septembre 2002, le Bureau a approuvé le projet de cession par la Communauté urbaine au département du Rhône d'un terrain communautaire d'une superficie de 11 276 mètres carrés situé 136, avenue Félix Faure, à l'angle des rues Jeanne Hachette et Jean Renoir à Lyon 3°, lequel bien est à détacher des parcelles cadastrées sous les numéros 112 et 202 de la section AZ, couvrant respectivement 415 mètres carrés et 10 861 mètres carrés.

Cette emprise de terrain de 11 276 mètres carrés a été inscrite au plan d'occupation des sols en réserve foncière, au profit du département du Rhône, en vue de l'implantation du collège Gilbert Dru, nécessaire à la satisfaction des besoins en matière scolaire du secteur concerné du 3° arrondissement de Lyon dont la population a fortement progressé ces dernières années.

A l'issue des négociations intervenues à l'époque, il avait été convenu que le terrain faisant l'objet de cette cession et estimé à 2 062 831 €, compte tenu de l'avis des services fiscaux, serait remis gratuitement, mais que la Communauté urbaine recevrait ultérieurement et en contrepartie, du conseil général du Rhône, des parcelles d'une valeur similaire, réservées pour la réalisation d'opérations d'urbanisme ou de voirie.

Or, il s'avère que la commission permanente du département du Rhône, au cours de sa séance du 27 mars 2003, a bien approuvé l'achat dudit terrain par le Conseil général mais à titre purement gratuit, réaffirmant ainsi, eu égard aux dispositions de la loi de décentralisation de 1982, le principe de remise gratuite, sans contrepartie des terrains destinés à la construction des collèges.

Toutefois, il est à noter qu'une telle délibération n'exclut pas la possibilité pour le Conseil général d'effectuer des échanges fonciers avec d'autres collectivités pour des opérations autres que celles concernant des équipements scolaires ;

Vu ledit dossier ;

Vu la loi de décentralisation de 1982 ;

Vu la décision de la commission permanente du Rhône en date du 27 mars 2003 ;

Vu la délibération du Conseil n° 2003-1087 en date du 3 mars 2003 ;

Vu sa décision n° B-2002-0817 en date du 23 septembre 2002 ;

DECIDE

1° - Abroge la décision n° B-2002-0817 en date du 23 septembre 2002.

2° - Approuve le projet de cession à titre gratuit, sans contrepartie, par la Communauté urbaine au conseil général du Rhône du terrain en cause.

3° - La cession fera l'objet des mouvements comptables suivants :

- produit de la cession : 0 €,

- sortie du bien du patrimoine communautaire 2 062 831 € en dépenses - compte 674 100 - fonction 824 - et en recettes - compte 211 800 - fonction 824.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,